

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

**9 rue du Maréchal d'Ornano  
33780 SOULAC-SUR-MER**

**☎ 05.56.73.29.26**

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES  
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 1<sup>ER</sup> JUIN 2023  
D22062023/91**

**PRESIDENT** : Xavier PINTAT

**ETAIENT PRESENTS :**  
**Membres titulaires :** Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA, Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Tony TRUOULET, Jean-Luc PIQUEMAL, Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET, Catherine GIANNORSI, Patrick BURAN, Pascale COLMET-MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Jean-Marie REVAILLER, Evelyne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG, Jean-Marie BERTET, Liliane DUBOIS

**ETAIENT REPRESENTES :** Patrick MEIFFREN donne pouvoir à Catherine ROBINEAU  
Stéphane MARGALEF donne pouvoir à Jean-Marc SIGNORET  
Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI  
Adrien DEBEVER donne pouvoir à Laurent PEYRONDET  
Bernard LOMBRAIL donne pouvoir à Xavier PINTAT

**ETAIENT ABSENTS :** Thierry DESPREZ

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES :** Christian BOURNIGAL, Jean-Yves MAS, Valérie DA COSTA OLIVERA, Jacques BIDLUN, Christine GRASS

**Membres suppléants remplaçant un membre titulaire :**

**Membres suppléants** : Bernard VILLENEUVE

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Marie-Dominique DUBOURG

**Objet :** : **GEMAPI : ADAPTATION DU LITTORAL DE SOULAC-SUR-MER A L'EROSION MARINE : ADOPTION DU PLAN DE FINANCEMENT POUR L'ACQUISITION DU BATIMENT « LE RANCH »**

**Rapporteur :** : **Xavier PINTAT, Président**

**Vote :** : **UNANIMITE**

L'immeuble « Le Ranch », situé à Soulac-sur-Mer sur la parcelle AT8 et menacé par le recul du trait de côte à un horizon 2050, est en passe d'être vendu par son propriétaire actuel et la commune de Soulac-sur-Mer a reçu le 14 avril 2023 la déclaration d'intention d'aliéner en vue de l'exercice de son droit de préemption urbain.

Cette vente n'était pas anticipée dans l'actuel plan d'actions 2023-2024 de la stratégie locale de gestion de la bande côtière entre Soulac-sur-Mer et le Verdon-sur-Mer soutenu financièrement par l'Europe (FEDER), l'Etat (FNADT) et la Région Nouvelle-Aquitaine (fonds d'intervention pour le littoral). La préemption de ce bien permettrait cependant de poursuivre les actions d'ores et déjà engagées de réduction du risque érosion marine par recomposition spatiale de la première bande littorale.

Le plan prévisionnel de financement de l'acquisition du bien pourrait être le suivant :

### Dépenses

Dépenses d'acquisition	300 000 €
TOTAL DES DEPENSES (€HT)	300 000 €

### Recettes

Europe (FEDER) (40%)	120 000 €
Etat (FNADT) (5%)	15 000 €
Région Nouvelle-Aquitaine (15%)	45 000 €
Mairie de Soulac-sur-Mer (20%)	60 000 €
Communauté de Communes Médoc Atlantique (20%)	60 000 €
TOTAL DES RECETTES (€HT)	300 000 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'arrêter le plan prévisionnel susmentionné,
- de solliciter un accompagnement des financeurs,
- de solliciter de la part des financeurs un déblocage partiel anticipé des fonds à titre d'avance.

### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 1<sup>er</sup> juin 2023, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OÙ l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

### DÉCIDE :

- D'ARRÊTER le plan prévisionnel susmentionné,
- DE SOLLICITER un accompagnement des financeurs,
- DE SOLLICITER de la part des financeurs un déblocage partiel anticipé des fonds à titre d'avance.

Nombre de membres en exercice : 38  
Nombre de membres présents : 27  
Nombre de suffrages exprimés : 32  
Vote : Pour : 32 Contre : 0 Abstention : 0  
FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS  
ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS  
COPIE CERTIFIEE CONFORME  
FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 22 JUIN 2023



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**  
Maire de Soulac-sur-Mer  
Membre Honoraire du Parlement

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.